

Dire la vérité au pouvoir

Religion et société laïque - Christian Perspective - Alan Murray

Conflit autour de la libre expression des croyances religieuses et les valeurs de la tradition judéo-chrétienne est au moins aussi vieux que les premiers documents écrits sur les religions abrahamiques. Dans l'Ancien Testament, il ya le concours de courir entre l'agenda moral et social de la tradition prophétique et l'abus de pouvoir par les rois et la décision / classe sacerdotale. Dans le Nouveau Testament, il y a une critique permanente par Jésus-Christ et les premiers chrétiens d'une classe dirigeante locale corrompus et oppressifs empereurs romains, dans une perspective laïque. Séculiers, parce que l'attaque était tout autant sur l'implication des autorités religieuses de son temps dans la politique régionale, autant que sur la classe politique elle-même.

Sur une société laïque, la déclaration brève mais puissante de Jésus sur les devoirs d'un citoyen juif dans un Empire romain: «Rendez à César ce qui est à César, et à Dieu ce qui est à Dieu" a sous-tendu la réflexion chrétienne sur la séparation entre l'Église et l'État à travers l'histoire européenne. Paul et Augustin développé le droit fondamental du chrétien ou de quiconque non seulement à «dire la vérité au pouvoir» (la tradition prophétique), mais de résister activement à des lois injustes, basées sur la distinction de Jésus entre le Royaume de Dieu, et le Royaume du Mammon. L'adoption par Constantin du christianisme comme religion officielle de l'Empire contraint à une redéfinition de la relation au cours des dernières années de l'Empire romain. Mais bien floue à certains moments au cours des 2000 dernières années, cette distinction a tenu bon dans la tradition chrétienne dominante, et est toujours joué dans l'occupation actuelle de la place en face de la cathédrale St Paul à Londres par des manifestants contre la relation entre la Ville , gouvernement, banquiers et de l'église.

Moderne leaders chrétiens en Europe, récemment le Pape Benoît et l'archevêque de Canterbury, Rowan Williams, se sont engagés dans le débat public sur la signification et les limites de la laïcité. Williams (2006) la distinction entre la laïcité «programmatique (ou idéologique) et procédurale a gagné l'acceptation répandue en Grande-Bretagne, et une distinction fondée sur ces lignes peut être dit avoir soutenu les constitutions de sociétés européennes modernes, et tous les Etats qui ont rejoint les États-Unis Nations Unies et a signé la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme de 1948.

La laïcité programmatique cherche à imposer une forme de croyance et de système de valeurs - basée sur la science, des déclarations vérifiables, et les valeurs des Lumières - mais cherche à exclure la croyance et les systèmes de valeur fondée sur la révélation ou la tradition religieuse du débat public, éducation, etc Une telle forme de la laïcité cherche donc à diminuer la diversité de l'expression humaine, au moins en matière de politique publique. Comme telle, elle peut conduire à des formes totalitaires de gouvernement où les artistes et les poètes - ainsi que les religieux ou non religieux - peuvent se trouver exclus, persécutés ou assassinés comme cela a été le cas dans certains régimes athées du siècle passé (comme cela a également bien sûr été le cas dans certains régimes chrétiens et musulmans et d'autres religieux).

La laïcité de procédure, vise à maximiser le nombre de voix qui contribuent au débat sur la place publique. La liberté de religion, les formes non religieuses et autres formes d'expression n'est limitée que où il nuit aux autres, ou les limites de la liberté des autres à exprimer leurs propres convictions. En tant que tel, les versions de cette forme de laïcité

sont pris en charge par la plupart des chrétiens et des musulmans, ainsi que les agnostiques et non engagés, dans les pays européens. Catholiques, musulmans et humanistes, ont tous prétendu être à l'origine de la notion moderne de droits humains. Certaines questions, telles que l'avortement et la contraception; le port de la burka, turban ou d'autres formes de vêtements religieux, les partenariats civils et le mariage homosexuel, etc demeurent controversés, en particulier dans les pays européens qui se penchent vers la forme française de la laïcité, et dans d'autres où le catholicisme conserve une position dominante.

La pensée politique dans le christianisme traditionnel est née dans la pluraliste et multiconfessionnel de la société de l'Empire romain, et s'appuie sur les traditions sceptique, non-religieuse et rationaliste de la philosophie grecque, et la tradition du droit naturel de Rome, ainsi que sur ses Juifs patrimoine, est resté et fidèle à une tradition de grandes laïcs de procédure. Sur sa récente visite en Allemagne, Benoît XVI a défendu le droit de ses opposants laïques, «dans une société libre, afin de démontrer leur antagonisme à sa visite": certains d'entre eux, il a suggéré, pourrait être "plus proche pour le Royaume de Dieu que certains de routine fidèles "!

Le dialogue de dix ans entre Joseph Ratzinger, comme il l'était alors, et Jürgen Habermas, le philosophe laïc, était essentiellement un débat sur les limites de la laïcité et à la fois le domaine religieux. Dans ce débat, même si les termes utilisés étaient différents, Habermas éloigné de la laïcité une ligne dure programmatiques, à une forme de laïcité de procédure, d'accepter les droits de l'Église et les religions de s'exprimer librement sur des questions politiques. Dans un pluriel véritablement l'Europe, avec d'importantes minorités d'hindous, sikhs et bouddhistes, ainsi que les traditions historiques européens du christianisme, le judaïsme, l'islam et l'humanisme, une telle philosophie est plus que jamais importante.

Alan Murray, All Faiths and None